

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29165]

19 MARS 2015. — Décret modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° absence de faute ou de négligence : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

2° absence de faute ou de négligence significative : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, telle que visée au 50°, du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

3° activité sportive : toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous les niveaux, à l'exclusion des activités physiques et/ou sportives qui sont organisées par les écoles, pratiquées et/ou organisées dans un cadre familial ou dans un cadre privé non accessible au public;

4° ADAMS : système d'administration et de gestion antidopage, soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données;

5° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances, dans leur ensemble, démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

6° aide substantielle : aux fins de l'article 10.6.1 du Code, la personne qui fournit une aide substantielle doit :

1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et

2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer;

7° AMA : l'Agence Mondial Antidopage, fondation de droit suisse, créée le 10 novembre 1999;

8° annulation : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, a);

9° audience préliminaire : aux fins de l'article 7.9 du Code, portant sur les principes applicables aux suspensions provisoires, audience sommaire et accélérée, préalable à la tenue de l'audience prévue à l'article 8 du Code, qui implique la notification au sportif et lui donne la possibilité de s'expliquer par écrit ou d'être entendu;

10° AUT : autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, permettant au sportif, après examen de son dossier médical, par la Commission instituée par l'article 8 du décret, d'utiliser, à des fins thérapeutiques, une substance ou une méthode reprise dans la liste des interdictions, dans le respect des critères suivants :

a) la substance ou la méthode interdite en question est nécessaire au traitement d'une pathologie aiguë ou chronique telle que le sportif subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode interdite n'était pas administrée;

b) il est hautement improbable que l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite produise une amélioration de la performance au-delà de celle attribuable au retour à l'état de santé normal du sportif après le traitement de la pathologie aiguë ou chronique;

c) il ne doit pas exister d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode interdite;

d) la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure, sans AUT, d'une substance ou méthode interdite au moment de son usage;

11° Code : Code mondial antidopage, adopté par l'AMA, le 5 mars 2003, à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO et ses modifications ultérieures;

12° Comité International Olympique : en abrégé C.I.O., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1^{er} novembre 2000;

13° Comité International Paralympique : en abrégé C.I.P., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, fondée le 22 septembre 1989 et dont le siège est situé à Bonn;

14° Comité National Olympique : organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité olympique et interfédéral belge, ci-après le « C.O.I.B »;

15° compétition : une course unique, un match, une partie ou une épreuve unique. Par exemple, un match de basket-ball ou la finale du 100 mètres en athlétisme. Dans le cas des courses par étapes et autres épreuves où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée;

16° conséquences des violations des règles antidopage, ci-après « conséquences » : la violation, par un sportif ou une autre personne d'une règle antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) annulation : ce qui signifie que les résultats du sportif dans une compétition ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix;

b) suspension : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, conformément à l'article 10.12.1 du Code;

c) suspension provisoire : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne de participer à toute compétition ou activité, dans le sens de l'article 10.12.1. du Code, jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 du Code;

d) conséquences financières : ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage;

e) divulgation publique ou rapporter au public : ce qui signifie la divulgation ou la distribution d'informations à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable, conformément à l'article 14 du Code. Les équipes, dans les sports d'équipe, peuvent également se voir imposer des conséquences, conformément aux dispositions de l'article 11 du Code;

17° conséquences financières : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, d);

18° contrôle : partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des contrôles, la collecte des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire;

19° contrôle ciblé : contrôle programmé sur un sportif ou un groupe de sportifs spécifiquement sélectionnés en vue de contrôle à un moment précis, conformément aux critères repris dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes;

20° contrôle du dopage : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'information sur la localisation, la collecte des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les AUT, la gestion des résultats et les audiences;

21° contrôle en compétition : dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la fédération internationale ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée dans la période indiquée au 28°;

22° contrôle hors compétition : contrôle qui n'a pas lieu en compétition;

23° contrôle inopiné : contrôle qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon;

24° Convention de l'UNESCO : Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée, le 19 octobre 2005, par la Conférence générale de l'UNESCO et rendue applicable, en Communauté française, par le décret du 1^{er} février 2008 portant assentiment à la Convention internationale contre le dopage dans le sport faite à Paris le 19 octobre 2005;

25° divulguer publiquement ou rapporter publiquement : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, e);

26° durée de la manifestation : période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation;

27° échantillons ou prélèvement : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage;

28° en compétition : à moins de dispositions contraires dans les règles d'une fédération internationale ou de l'organisation responsable de la manifestation concernée, « en compétition » comprend la période commençant douze heures avant une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de collecte d'échantillons lié à cette compétition;

29° falsification : le fait d'altérer à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime; d'influencer un résultat d'une manière illégitime; d'intervenir d'une manière illégitime; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours;

30° faute : tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée liée à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un sportif ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience du sportif ou de l'autre personne, la question de savoir si le sportif ou l'autre personne est un mineur, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le sportif, ainsi que le degré de diligence exercé par le sportif, et les recherches et les précautions prises par le sportif en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le sportif ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un sportif perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que le sportif n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension, au titre des articles 10.5.1 ou 10.5.2 du Code;

31° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

32° groupe cible enregistré : groupe de sportifs d'élite de haute priorité identifiés par une fédération internationale ou par une ONAD comme étant assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.6 du Code et dans Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté française, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie A;

33° groupe cible de la Communauté française : groupe de sportifs d'élite identifiés par l'ONAD de la Communauté française en raison de leur affiliation sportive à une organisation sportive relevant exclusivement des compétences de la Communauté française ou, en raison du lieu de leur résidence principale sur le territoire de la région de langue française, dans le cas d'une affiliation à une fédération sportive restée nationale, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre des données de localisation, conformément à l'article 18;

34° hors compétition : toute période qui n'est pas en compétition;

35° liste des interdictions : liste identifiant les substances et les méthodes interdites, telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO et mise à jour par l'AMA;

36° manifestation : série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (exemple : les Jeux Olympiques, les Championnats du Monde des Fédérations internationales, etc.);

37° manifestation internationale : manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une Fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation;

38° manifestation nationale : manifestation ou compétition sportive qui n'est pas une manifestation internationale et qui implique des sportifs de niveau international ou des sportifs de niveau national;

39° marqueur : composé, ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

40° métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation;

41° méthode interdite : toute méthode décrite comme telle dans la liste des interdictions;

42° mineur : personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans;

43° organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive;

44° organisation antidopage : signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, l'AMA, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage;

45° organisation nationale antidopage : en abrégé « ONAD », désigne la ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audience, au plan national;

46° organisation sportive : les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives, telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

47° organisations responsables de grandes manifestations : associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre;

48° participant : tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif;

49° passeport biologique de l'athlète : programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires;

50° personne : personne physique ou organisation ou autre entité;

51° personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, responsable d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou tout autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance;

52° possession : possession physique ou de fait, qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où une substance/méthode interdite se trouve. Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat, y compris par un moyen électronique ou autre, d'une substance ou méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui effectue cet achat;

53° produit contaminé : produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur internet;

54° programme des observateurs indépendants : équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui observent le processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, fournissent des conseils et rendent compte de leurs observations;

55° responsabilité objective : règle qui stipule qu'en vertu de l'article 6, 1° et 2° , il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage;

56° résultat atypique : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi;

57° résultat d'analyse anormal : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard international pour les laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs, y compris des quantités élevées de substances endogènes ou l'usage d'une méthode interdite;

58° résultat de passeport anormal : rapport identifié comme un résultat de passeport anormal tel que décrit dans les Standards internationaux applicables;

59° résultat de passeport atypique : rapport identifié comme un résultat de passeport atypique tel que décrit dans les Standards internationaux applicables;

60° signataires : entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, conformément à l'article 23 du Code;

61° sites de la manifestation : sites désignés à cette fin par l'organisation responsable de la manifestation;

62° sport d'équipe : sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition;

63° sport individuel : tout sport qui n'est pas un sport d'équipe;

64° sportif : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de sportif d'élite;

65° sportif amateur : tout sportif qui n'est pas un sportif d'élite de niveau national ou international;

66° sportif d'élite : tout sportif qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ou au niveau national, comme défini au 67°;

67° sportif d'élite de niveau national : sportif dont la fédération internationale a signé le Code et est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnue par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de Sport Accord, qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants :

a) il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau;

b) il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée;

c) il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée : jeux olympiques, jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe;

d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux points a), b) ou c);

68° sportif d'élite de catégorie A : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie A;

69° sportif d'élite de catégorie B : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie B;

70° sportif d'élite de catégorie C : sportif d'élite de niveau national, qui pratique un sport d'équipe, dans une discipline telle que reprise en annexe, en catégorie C;

71° sportifs d'élite de catégorie D : sportifs d'élite de niveau national, qui pratique une discipline sportive non reprise en annexe;

72° sportif d'élite de niveau international : tout sportif d'élite qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale;

73° Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard international, par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures, suffit pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard international en question sont correctement exécutées. Les Standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions;

74° substance interdite : toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la liste des interdictions;

75° substance spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, toutes les substances interdites sont des substances spécifiées, sauf les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, ainsi que les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la liste des interdictions. La catégorie des substances spécifiées n'englobe pas la catégorie des méthodes interdites;

76° suspension : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, b);

77° suspension provisoire : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, c);

78° TAS : Tribunal Arbitral du Sport, institué au sein de la fondation de droit suisse « Conseil international de l'arbitrage en matière de sport »;

79° tentative : conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative;

80° trafic : vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers ou possession à cette fin d'une substance ou d'une méthode interdite, physiquement, par moyen électronique ou par un autre moyen, par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne assujettie à l'autorité d'une ONAD. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes ou licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

81° usage : utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. »

Art. 2. L'article 5 du même décret est complété comme suit :

« La Direction de la lutte contre le dopage du Ministère de la Communauté française constitue l'ONAD la Communauté française, signataire du Code, conformément à l'article 23.1.1 du Code. ».

Art. 3. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art.6. Sans préjudice de l'article 8, il y a lieu d'entendre par dopage :

1° la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif.

Il incombe à chaque sportif de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme.

Les sportifs sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage fondée sur le 1°.

La violation d'une règle antidopage, en vertu du 1°, est établie dans chacun des cas suivants :

la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A du sportif lorsqu'il renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé;

ou lorsque l'échantillon B est analysé, la confirmation par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A du sportif;

ou lorsque l'échantillon B du sportif est réparti entre deux flacons, la confirmation par l'analyse du deuxième flacon de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans le premier flacon.

A l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la liste des interdictions, la présence de toute quantité d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon fourni par un sportif constitue une violation des règles antidopage.

A titre d'exception à la règle générale visée au 1°, la liste des interdictions ou les standards internationaux pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de substances interdites pouvant également être produites de manière endogène;

2° l'usage ou la tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Il incombe à chaque sportif de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant.

L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage;

3° se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon.

La violation de la règle antidopage visée au 3° consiste à se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification conforme aux dispositions du présent décret et des arrêtés d'exécution, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon;

4° toute combinaison, pour un sportif d'élite de catégorie A, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, telle que prévue à l'article 18;

5° la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage.

La violation de la règle antidopage visée au 5° consiste en tout comportement préjudiciable au processus de contrôle du dopage, mais qui ne tombe pas sous la définition de méthode interdite.

La falsification comprend, notamment, le fait de volontairement perturber ou tenter de perturber dans son travail un agent de contrôle du dopage, de fournir des renseignements frauduleux à une organisation antidopage ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel;

6° la possession d'une substance ou méthode interdite.

La violation de la règle antidopage visée au 6° peut consister en la possession, par un sportif, en compétition, de toute substance interdite ou méthode interdite ou en la possession, par un sportif, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée par application de l'article 8 ou ne fournisse une autre justification acceptable.

La violation de la règle antidopage visée au 6° peut également consister en la possession, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, en compétition, de toute substance ou méthode interdite ou en la possession, par un membre du personnel d'encadrement, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, en lien avec un sportif, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne concernée ne puisse établir que cette possession est conforme à une AUT accordée au sportif par application de l'article 8 ou ne fournisse une autre justification acceptable;

7° le trafic ou la tentative de trafic d'une substance ou d'une méthode interdite;

8° l'administration ou la tentative d'administration à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou l'administration ou la tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition;

9° la complicité, entendue comme toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle impliquant une violation des règles antidopage, une tentative de violation des règles antidopage ou une violation de l'article 10.12.1 du Code, portant sur l'interdiction de participation pendant une suspension, par une autre personne;

10° l'association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement du sportif, lequel :

a) soit, purge une période de suspension;

b) soit, a été condamné ou reconnu coupable, dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle, d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue;

c) soit, sert de couverture ou d'intermédiaire pour une personne telle que décrite au a) ou b).

Pour que la violation des règles antidopage visée au 10° puisse être établie, l'ONAD de la Communauté française ou l'AMA doivent, au préalable, notifier au sportif ou à l'autre personne, le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du sportif et la conséquence potentielle de l'association interdite à laquelle le sportif ou l'autre personne s'expose.

Dans le cas visé au 10°, l'ONAD de la Communauté française notifie également, au personnel d'encadrement du sportif concerné, qu'il a fait l'objet d'une notification au sportif ou à l'autre personne, dans le cadre d'une association potentiellement interdite.

Le personnel d'encadrement du sportif dispose de 15 jours, à dater de la notification visée à l'alinéa qui précède, pour établir, par toute voie de droit, qu'aucun des critères repris de a) à c) du 10° ne lui est applicable.

Dans le cas visé au 10°, il incombe au sportif ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement du sportif, telle que décrite de a) à c) ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif.

Après la notification visée à l'alinéa 3 du 10° et pour autant que le membre du personnel d'encadrement du sportif n'ait pas pu établir qu'aucun des critères repris de a) à c) au 10° ne lui était applicable, l'ONAD de la Communauté française informe l'AMA que ce membre du personnel d'encadrement du sportif répond à l'un des critères repris de a) à c).

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de notification visée au 10°. ».

Art. 4. Il est inséré, dans le même décret, un article 6/1, rédigé comme suit :

« Art. 6/1. § 1^{er}. La charge de la preuve incombe à l'organisation antidopage compétente, selon les cas, laquelle doit établir les violations des règles antidopage visées à l'article 6.

Le degré de preuve auquel l'organisation antidopage est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance d'audition, qui appréciera, dans le respect de l'article 19, la gravité de l'allégation.

Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable.

Lorsque le présent décret impose au sportif ou à toute autre personne présumée avoir commis une violation des règles antidopage, la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve est établi par la prépondérance des probabilités.

§ 2. Les faits liés aux violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux.

Les règles suivantes en matière de méthodes d'établissement des faits et en matière de présomptions sont applicables :

a) les méthodes d'analyse ou les limites de décisions approuvées par l'AMA, après avoir été soumises à une consultation au sein de la communauté scientifique et à une revue corrigée par les pairs, sont présumées scientifiquement valables. Tout sportif ou toute autre personne cherchant à renverser cette présomption de validité scientifique devra, au préalable à toute contestation, informer l'AMA de la contestation et de ses motifs. De sa propre initiative, le TAS pourra informer l'AMA de cette contestation. A la demande de l'AMA, la formation arbitrale du TAS désignera un expert scientifique qualifié afin d'aider la formation arbitrale à évaluer cette contestation. Dans les 10 jours à compter de la réception de cette notification par l'AMA et de la réception par l'AMA du dossier du TAS, l'AMA aura également le droit d'intervenir en tant que partie, de comparaître en qualité d'amicus curiae ou de soumettre tout autre élément dans la procédure;

b) les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité, conformément au Standard international pour les laboratoires. Le sportif ou une autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au Standard international pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal. Dans le cas visé à l'alinéa précédent, si le sportif ou l'autre personne parvient à renverser la présomption, il incombe alors à l'organisation antidopage compétente, selon les cas, de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal;

c) les écarts par rapport à tout autre standard international ou à toute autre règle ou principe antidopage énoncés dans le Code ou dans les règles d'une organisation antidopage n'invalideront pas lesdites preuves ou lesdits résultats si ces écarts ne sont pas la cause du résultat d'analyse anormal ou de l'autre violation des règles antidopage. Si le sportif ou l'autre personne établit qu'un écart par rapport à tout autre standard international ou à toute autre règle ou principe antidopage est raisonnablement susceptible d'avoir causé une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal constaté ou d'une autre violation des règles antidopage, l'organisation antidopage compétente aura, dans ce cas, la charge d'établir que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal ou des faits à l'origine de la violation des règles antidopage;

d) les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui ne fait pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du sportif ou de l'autre personne visée par la décision, à moins que le sportif ou l'autre personne n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle;

e) le tribunal peut, dans le cadre d'une audition relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au sportif ou à l'autre personne qui est accusée d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du sportif ou de cette autre personne, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître et de répondre aux questions du tribunal ou de l'organisation antidopage alléguant la violation d'une règle antidopage. ».

Art. 5. Il est inséré, dans le même décret, un article 6/2, rédigé comme suit :

« Art. 6/2. Aux fins de rechercher, de collecter des renseignements et, le cas échéant, de réunir des preuves permettant d'établir des cas de dopage, tels que visés à l'article 6, l'ONAD de la Communauté française dispose d'un pouvoir d'enquête, conformément au standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Dans le cadre du pouvoir d'enquête visé à l'alinéa précédent, l'ONAD de la Communauté française peut :

a) obtenir, évaluer et traiter des renseignements antidopage émanant de toutes les sources disponibles, afin d'alimenter la mise en place d'un plan de répartition des contrôles efficace, intelligent et proportionné, de planifier des contrôles ciblés et/ou de servir de base à une enquête portant sur une ou plusieurs violation(s) éventuelle(s) des règles antidopage, telles que visées à l'article 6;

b) enquêter sur les résultats atypiques et les résultats de passeport anormaux, afin de rassembler des renseignements ou des preuves, y compris, notamment, des preuves analytiques, en vue de déterminer si une ou plusieurs violation(s) éventuelle(s) des règles antidopage, visée(s) à l'article 6, 1^o et/ou 2^o, a ou ont été commise(s);

c) enquêter sur toute autre information ou donnée analytique ou non analytique indiquant une ou plusieurs violation(s) potentielle(s) des règles antidopage visées à l'article 6, 3^o à 10^o, afin d'exclure l'existence d'une telle violation ou de réunir des preuves permettant l'ouverture d'une procédure pour violation des règles antidopage;

d) mener une enquête automatique sur le personnel d'encadrement du sportif en cas de violation des règles antidopage par un mineur et mener une enquête automatique sur tout membre du personnel d'encadrement du sportif qui a apporté son soutien à plus d'un sportif reconnu coupable de violation des règles antidopage.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités additionnelles éventuelles pour l'application du présent article.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède, aux fins de l'application du présent article, notamment afin de réaliser des économies d'échelle, le Gouvernement peut conclure des accords avec d'autres organisations antidopage, notamment avec les 3 autres autorités publiques belges, compétentes en matière de lutte contre le dopage. ».

Art. 6. A l'article 8 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sans préjudice des règles fixées par l'article 2 de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, la CAUT délivre des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

a) aux sportifs d'élite de niveau national, visés à l'article 1^{er}, 67^o, du décret et faisant partie du groupe cible de la Communauté française, et ce, quelle que soit leur catégorie;

b) aux sportifs de haut niveau, visés à l'article 12 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

c) aux sportifs amateurs. »

2^o le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Les sportifs amateurs visés au § 3, alinéa 1^{er}, c), peuvent demander et obtenir, auprès de la CAUT, une AUT de manière et avec effet rétroactif.

Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure visée à l'alinéa précédent. ».

Art. 7. Il est inséré, dans le même décret, un article 9/1, rédigé comme suit :

« Dans le cadre de l'application de l'article 9, 1^o, sans préjudice de dispositions spécifiques convenues à ce sujet entre les ONAD belges, si un sportif d'élite est repris à la fois dans le groupe cible de la Communauté française et dans celui d'une autre organisation antidopage, celles-ci se mettront d'accords pour que l'une d'entre elle seulement assure la gestion des données de localisation du sportif d'élite concerné et pour que l'autre puisse avoir accès à ces données. A défaut d'accord, les principes du Code et du Standard international pour les contrôles et les enquêtes sont applicables.

Dans le cadre de l'application de l'article 9, 1^o et 2^o, sans préjudice de dispositions spécifiques convenues à ce sujet entre les ONAD belges, si l'ONAD de la Communauté française souhaite réaliser des contrôles sur un ou plusieurs sportifs lors d'une manifestation sportive pour laquelle elle n'est en principe pas compétente, elle en demandera au préalable l'autorisation à l'organisation sous l'égide de laquelle cette manifestation est organisée, conformément à l'article 5.3.2 du Code.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités éventuelles de la procédure visée à l'alinéa précédent. ».

Art. 8. A l'article 12, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Un contrôle antidopage peut avoir pour objet, aux fins de l'établissement des cas de dopage visés à l'article 6, 1^o et 2^o, soit la détection directe d'une substance ou méthode interdite dans le corps du sportif, soit la détection indirecte d'une substance interdite de par ses effets sur le corps, par la voie de l'établissement du passeport biologique du sportif, dans les conditions visées à l'article 12/1. »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1^o et 2^o, les termes « laboratoire agréé » sont remplacés par les termes « laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ».

Art. 9. Il est inséré, dans le même décret, un article 12/1, rédigé comme suit :

« Art. 12/1. Le passeport biologique, visé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être établi par l'ONAD de la Communauté française uniquement pour les sportifs d'élite qui pratiquent une discipline sportive pour laquelle la fédération sportive internationale compétente applique le passeport biologique.

Pour les sportifs d'élite pour lesquels l'ONAD de la Communauté française établit un passeport biologique, celle-ci conclut, par discipline sportive, avec la fédération sportive internationale compétente, une convention dans laquelle les sportifs d'élite concernés sont identifiés et dans laquelle d'autres éventuelles modalités de coopération sont convenues.

Sans préjudice de la finalité principale prévue à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le passeport biologique peut être utilisé pour faire effectuer des contrôles ciblés sur les sportifs d'élite concernés.

Le Gouvernement détermine, en conformité avec le Code et les dispositions du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les règles de procédure pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le Gouvernement peut désigner une unité de gestion du passeport de l'athlète, chargée d'assister l'ONAD de la Communauté française, pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

En cas d'application de l'alinéa précédent, le traitement des données relatives à la santé des sportifs, au sein de l'unité de gestion du passeport de l'athlète, se fait sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

Les données relatives au passeport biologique de l'athlète sont conservées 8 ans au maximum, à dater de l'obtention des résultats d'analyse.

Art. 10. A l'article 13 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « laboratoire agréé » sont remplacés par les termes « laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les termes « laboratoire agréé » sont remplacés par les termes « laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA »;

3° : au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les termes « laboratoire agréé » sont remplacés par les termes « laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA »;

4° : le paragraphe 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 3. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités selon lesquelles un laboratoire peut être agréé par la Communauté française ou se voir retirer son agrément. Pour être agréé, le laboratoire doit, notamment, être accrédité ou autrement approuvé par l'AMA. ».

Art. 11. A l'article 16, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « laboratoire agréé » sont remplacés par les termes « laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ».

Art. 12. A l'article 18 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les sportifs d'élite de catégorie C peuvent désigner un responsable d'équipe pour transmettre, en leur nom, leurs données de localisation ainsi que la liste actualisée des membres de l'équipe. »;

2° un alinéa 3, rédigé comme suit, est ajouté au paragraphe 3 :

« Nonobstant l'application du cas visé à l'alinéa précédent, l'exactitude et la mise à jour des informations transmises relèvent, in fine, de la responsabilité du sportif. »;

3° le paragraphe 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 4. Les sportifs d'élite de catégorie B, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement constaté pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie C, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, ou B, selon les cas, déterminés par le Gouvernement, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie B, C ou D, qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A.

Le Gouvernement peut modifier les listes des disciplines sportives correspondant aux catégories A, B, C et D. »;

4° au paragraphe 7, l'alinéa 2 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours, avec effet suspensif, auprès du Gouvernement, pour solliciter la révision administrative de la décision qu'il conteste.

Le recours visé à l'alinéa qui précède est introduit dans les quinze jours à dater de la notification de la décision administrative contestée. »;

5° le paragraphe 7 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure du recours visé à l'alinéa 2. ».

Art. 13. L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. Les organisations sportives sont compétentes pour organiser les procédures disciplinaires concernant les violations potentielles aux règles antidopage, ainsi que, le cas échéant, pour infliger les sanctions disciplinaires, conformément aux dispositions du présent décret, de ses arrêtés d'exécution et à l'intégralité des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage ainsi qu'au règlement antidopage de la fédérations sportive internationale correspondante.

Le règlement de procédure disciplinaire des organisations sportives reconnues et non reconnues doit, notamment :

a) être conforme à l'ensemble des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage, notamment les sanctions à l'encontre des individus, telles que prévues à l'article 10 du Code;

b) garantir le respect des droits de la défense et les principes d'impartialité et d'indépendance des juges disciplinaires;

c) prévoir que les principes relatifs aux suspensions provisoires, tels que prévus à l'article 7.9 du Code, sont d'application;

d) prévoir, à tout le moins, que toute sentence disciplinaire est au moins susceptible d'appel, conformément aux règles et aux principes prévus à l'article 13 du Code;

e) prévoir, de manière explicite, que les parties autorisées à faire appel incluent, à tout le moins :

- le sportif ou toute autre personne faisant l'objet de la décision portée en appel;

- l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;

- la fédération internationale compétente;

- l'ONAD de la Communauté ou du pays dans laquelle ou dans lequel la personne réside ou est ressortissant ou titulaire de licence;

- le Comité International Olympique ou le Comité International Paralympique, selon les cas;

- l'AMA, en tenant compte des délais spécifiques prévus à l'article 13.2.3 du Code dans lesquels l'AMA est autorisée à interjeter appel;

f) prévoir, que dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS de la part des parties mentionnées au point e) ci-dessus.;

g) prévoir, de manière explicite, que dans les cas impliquant des sportifs de niveau national, les parties suivantes sont autorisées à introduire un appel devant le TAS contre les décisions disciplinaires rendues par l'instance d'appel nationale :

- l'AMA;

- le C.I.O.;

- le C.I.P.;

- la Fédération internationale compétente;

h) prévoir une audience dans un délai raisonnable;

i) prévoir le droit d'être entendu et le droit d'être représenté par un conseil juridique, à ses propres frais;

j) prévoir le droit à une décision motivée et écrite dans un délai raisonnable;

k) respecter les principes édictés par l'article 7.2.d de la Convention contre le dopage; conclue à Strasbourg, le 16 novembre 1989;

l) prévoir, de manière explicite, conformément à l'article 17 du Code, qu'aucune procédure pour violation des règles antidopage ne peut être engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation alléguée n'ait été notifiée au sportif, au plus tard dans les 10 ans à dater de la violation alléguée.

§ 2. Le Gouvernement peut adopter un modèle de règlement de procédure disciplinaire en matière de lutte contre le dopage, à destination des organisations sportives, reconnues ou non reconnues.

§ 3. Les organisations sportives communiquent, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, à l'ONAD de la Communauté française et à la Fédération internationale correspondante.

L'ONAD de la Communauté française diffuse ensuite, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, aux autres ONAD belges ainsi qu'aux autres organisations sportives relevant exclusivement de la Communauté française.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, le Gouvernement peut arrêter des modalités de procédure spécifiques éventuelles pour l'application du présent paragraphe.

§ 4. Les organisations sportives reconnues et non reconnues peuvent organiser conjointement les procédures disciplinaires visées au présent article, en vue de mutualiser des moyens et d'adopter, notamment, le cas échéant, un règlement de procédure commun. »

Art. 14. Il est inséré, dans le même décret, un article 19/1, rédigé comme suit :

« Art. 19/1. Sans préjudice de l'article 19 et des autres sanctions potentielles à l'encontre des individus telles que prévues à l'article 10 du Code et par le présent décret, conformément à l'article 10.12.1 du Code, aucun sportif ni aucune autre personne suspendu(e) ne pourra, durant sa période de suspension, participer à quelque titre que ce soit à une compétition ou activité autorisée par un signataire, un membre du signataire ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire, sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés, ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales, ou nationales, ni à une activité sportive d'élite ou de niveau national financée par le Gouvernement ou un autre organisme gouvernemental.

Le sportif ou l'autre personne à qui s'applique la suspension, conformément à l'alinéa qui précède, demeure potentiellement assujettie à des contrôles. ».

Art. 15. A l'article 21 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement sanctionne d'une amende administrative de 250 €, le sportif d'élite de catégorie A, qui commet, dans une période de douze mois à dater du constat du premier manquement, un second contrôle manqué et/ou manquement à ses obligations de transmission d'informations sur sa localisation, telles que déterminées à l'article 18.

Par ailleurs, lorsqu'un sportif est convaincu de dopage suite à une décision disciplinaire passée en force de chose jugée, le Gouvernement retient, à dater de la notification de cette décision et, à tout le moins, jusqu'au terme de la suspension éventuellement prononcée, l'aide publique financière et/ou matérielle qui est accordée au sportif concerné. »;

2° au paragraphe 4, il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités de perception des amendes administratives infligées en application du présent décret ».

Art. 16. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « celui qui viole les dispositions de l'article 6, 7° à 9° » sont remplacés par les termes « celui qui viole les dispositions de l'article 6, 6°, alinéa 2, à 10° ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mars 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 82-1. Rapport, n° 82-2
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 mars 2015.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29165]

19 MAART 2015. — Decreet tot wijziging van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping wordt vervangen als volgt :

“Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° geen schuld of nalatigheid : het bewijs van een sporter of andere persoon dat hij niet wist of vermoedde, en zelfs met de grootst mogelijke voorzichtigheid niet redelijkerwijs had kunnen weten of vermoeden, dat hij de verboden stof of verboden methode had gebruikt of toegediend had gekregen of anderszins een antidopingregel heeft overtreden. Behalve in het geval van een minderjarige, moet de sporter voor elke overtreding van artikel 6, 1° ook aantonen hoe de verboden stof in zijn of haar lichaam is terechtgekomen;

2° geen significante schuld of nalatigheid : het bewijs van een sporter of de andere in artikel 50° bedoelde persoon dat er, gezien binnen het geheel van omstandigheden en rekening houdend met de criteria voor geen schuld of nalatigheid, geen significant verband was tussen zijn schuld of nalatigheid en de dopingovertreding. Behalve in het geval van een minderjarige, moet de sporter voor elke overtreding van artikel 6, 1°, ook aantonen hoe de verboden stof in zijn lichaam is terechtgekomen

3° sportactiviteit : elke vorm van lichamelijke activiteit die, via een al dan niet georganiseerde deelneming, de uiting of de verbetering van de lichamelijke en psychische conditie, de ontwikkeling van de maatschappelijke betrekkingen of het bereiken van resultaten in wedstrijden op alle niveaus tot doel heeft, met uitsluiting van de lichamelijke activiteiten en/of sportactiviteiten die door scholen worden georganiseerd, die in een familiaal kader of in een voor het publiek niet toegankelijk privaat kader worden uitgeoefend en/of georganiseerd;

4° ADAMS (Anti-Doping Administration and Management System) : administratie- en beheerssysteem tegen doping, dit is een online beheersinstrument, in de vorm van een databank, die gebruikt wordt om gegevens in te voeren, te bewaren, te verdelen en te verspreiden, bestemd om het WADA en zijn partners te helpen bij hun dopingbestrijdingsacties, met naleving van de wetgeving betreffende de bescherming van gegevens;

5° toediening : het verstrekken, leveren of faciliteren van, of het houden van toezicht op, of het op een andere wijze deelnemen aan het gebruik of de poging tot gebruik door een andere persoon van een verboden stof of verboden methode, met uitzondering van de handelingen van bonafide medisch personeel met betrekking tot een verboden stof of verboden methode die wordt gebruikt voor legitieme en geoorloofde therapeutische doeleinden of om een andere aanvaardbare reden, en de handelingen met betrekking tot verboden stoffen die niet verboden zijn tijdens dopingtests buiten wedstrijdverband, tenzij de omstandigheden in hun geheel erop wijzen dat dergelijke verboden stoffen niet bedoeld zijn voor legitieme en geoorloofde therapeutische doeleinden of dat ze bedoeld zijn om de sportprestaties te verbeteren;

6° substantiële hulp : overeenkomstig artikel 10.6.1 van de Code, moet de persoon die substantiële hulp verleent :

1) alle informatie waarover hij beschikt met betrekking tot dopingovertredingen volledig onthullen in een ondertekende schriftelijke verklaring, en

2) zijn volledige medewerking verlenen aan het onderzoek en de uitspraak in elke zaak die verband houdt met die informatie, inclusief, bijvoorbeeld, het afleggen van een getuigenis op een hoorzitting indien een antidopingorganisatie of tuchtcommissie dat vraagt. Bovendien moet de verstrekte informatie geloofwaardig zijn en betrekking hebben op een belangrijk deel van een ingeleide zaak of, indien er nog geen zaak is ingeleid, volstaan om een zaak in te leiden;

7° WADA (Wereldantidopingagentschap) : de stichting die opgericht is onder Zwitsers recht op 10 november 1999 als internationale organisatie ter bestrijding van doping;

8° intrekking : mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 16°, a);

9° voorlopige hoorzitting : overeenkomstig artikel 7.9 van de Code, betreffende de beginselen die toepasselijk zijn op de voorlopige schorsingen, korte en versnelde hoorzitting, voorafgaande aan de hoorzitting bepaald in artikel 8 van de Code, met kennisgeving aan de sporter, waarbij deze zich schriftelijk kan uitdrukken of kan worden gehoord;

10° TTN : toestemming wegens therapeutische noodzaak : een toestemming waarbij de sporter, na onderzoek van zijn medisch dossier door de commissie ingesteld bij artikel 8 van het decreet, een verboden stof of methode vermeld in de lijst van de verboden stoffen en methodes wegens therapeutische noodzaak kan gebruiken, met naleving van de volgende criteria :

a) de verboden stof of methode is noodzakelijk voor de behandeling van een acute of chronische aandoening, zodat de sporter een belangrijke gezondheidsbeschadiging zou lijden indien de verboden stof of methode niet was toegediend;

b) het is hoogst onwaarschijnlijk dat het therapeutische gebruik van de verboden stof of methode zou leiden tot een verbetering van de prestatie boven deze die toe te schrijven zou zijn aan de terugkeer tot de normale gezondheidstoestand van de sporter na de behandeling van de acute of chronische aandoening;

c) er mag geen toegelaten therapeutisch alternatief bestaan ter vervanging van de verboden stof of methode;

d) de noodzaak van het gebruik van de verboden stof of methode is geen gedeeltelijk of volledig gevolg van het vroegere gebruik, zonder TTN, van een stof of methode die op het ogenblik van zijn gebruik verboden was;

11° Code : de Wereld Anti Doping Code aangenomen door het WADA op 5 maart 2003 te Kopenhagen, zoals opgenomen in bijlage 1 van de UNESCO-conventie en haar latere wijzigingen;

12° Internationaal Olympisch Comité (IOC) : niet gouvernementele internationale organisatie, zonder winstoogmerk, van onbepaalde duur, in de vorm van een vereniging met rechtspersoonlijkheid, erkend door de Bondsraad van Zwitserland, overeenkomstig een akkoord dat op 1 november 2000 werd gesloten;

13° Internationaal Paralympisch Comité (IPC) : niet gouvernementele internationale organisatie, zonder winstoogmerk, op 22 september 1989 opgericht, waarvan de zetel in Bonn gevestigd is;

14° Nationaal Olympisch Comité : organisatie die door het Internationaal Olympisch Comité als zodanig wordt erkend, dit is, in België, het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC);

15° wedstrijd : een enige race, een enige match, een enig spel of een enige concours. Bij voorbeeld, een basketbal match of de finale 100 meter atletiek. Bij rittenkoersen en andere wedstrijden waar prijzen elke dag en gaandeweg worden uitgereikt, is het onderscheid tussen een wedstrijd en een evenement het onderscheid dat bepaald is in de regels van de betrokken internationale federatie;

16° gevolgen van de overtredingen van antidopingregels, hierna "gevolgen" genoemd : de overtreding door een sporter of een andere persoon van een antidopingregel kan één of verschillende van de volgende gevolgen hebben :

a) intrekking : dit betekent dat de resultaten van de sporter binnen wedstrijdverband of buiten wedstrijdverband ongeldig worden gemaakt, met alle gevolgen ervan, met inbegrip van de intrekking van de medailles, punten en prijzen;

b) schorsing : het is de sporter of elke andere persoon verboden, wegens overtreding van antidopingregels, deel te nemen aan elke wedstrijd, aan elke andere activiteit of elke financiering gedurende een bepaalde periode, overeenkomstig artikel 10.12.1 van de Code;

c) voorlopige schorsing : het is de sporter of elke andere persoon verboden deel te nemen aan elke wedstrijd, aan elke andere activiteit, in de zin van artikel 10.12.1. van de Code, tot de definitieve beslissing die gedurende de in artikel 8 van de Code bedoelde hoorzitting werd genomen;

d) financiële gevolgen : het opleggen van een financiële sanctie wegens overtreding van antidopingregels of om de kosten in verband met de schending van antidopingregels terug te vorderen;

e) openbaar onthullen of aan het publiek meedelen : dit betekent het onthullen of het verstrekken van informatie aan andere personen dan de personen waaraan vooraf kennis moet worden gegeven, overeenkomstig artikel 14 van de Code. Op ploegen, in het kader van ploegsport, kunnen ook gevolgen worden opgelegd overeenkomstig artikel 11 van de Code;

17° financiële gevolgen : mogelijk gevolg van de overtreding van antidopingregels, zoals bepaald in 16°, d);

18° dopingtest : onderdeel van het dopingcontroleproces waarbij monsternames worden gepland, monsters worden afgenomen, monsters worden verwerkt en monsters naar een laboratorium worden getransporteerd;

19° gerichte test : test gericht naar een sporter of een groep sporters die specifiek worden geselecteerd voor een test op een bepaald ogenblik, overeenkomstig de criteria die bepaald zijn in de internationale standaard voor controles en enquêtes;

20° dopingcontrole : alle stappen en procedures vanaf het plannen van de spreiding van dopingtests tot de laatste beslissing in beroep, inclusief alle tussenstappen, zoals het verschaffen van verblijfsgegevens, het afnemen en verwerken van monsters, de laboratoriumanalyse, de toestemming wegens therapeutische noodzaak, het beheer van de resultaten en hoorzittingen;

21° test binnen wedstrijdverband : met het oog op het onderscheiden van de begrippen binnen wedstrijdverband en buiten wedstrijdverband, tenzij het anders bepaald is in de regels van de internationale federatie of van de betrokken antidopingorganisatie, wordt daaronder verstaan, een test waaraan een daartoe aangestelde sporter moet worden onderworpen in het kader van een bepaalde wedstrijd binnen de in 28° vermelde periode;

22° test buiten wedstrijdverband : test die niet gedurende een wedstrijd plaatsvindt;

23° onaangekondigde test : test die zonder aankondiging aan de sporter wordt uitgevoerd en gedurende welke deze permanent wordt begeleid, sedert de kennisgeving tot de levering van het monster;

24° UNESCO-Conventie : de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, ondertekend door de Algemene Conferentie van de UNESCO te Parijs op 19 oktober 2005, die toepasselijk gemaakt wordt in de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 1 februari 2008 houdende instemming met de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, opgemaakt te Parijs op 19 oktober 2005;

25° openbaar onthullen of aan het publiek meedelen : mogelijk gevolg van de overtreding van een antidopingregel, zoals bepaald in 16°, e);

26° evenementenperiode : de tijd tussen de start en het einde van het evenement, zoals vastgelegd door het bestuursorgaan van het evenement;

27° Monster of afname : elke biologische matrix afgenomen in het kader van de dopingcontrole;

28° binnen wedstrijdverband : tenzij het anders bepaald is in de regels van de internationale federatie of het bestuursorgaan van het evenement in kwestie, betekent dit de periode tussen twaalf uur voor het begin van de wedstrijd waaraan de sporter zal deelnemen, tot het einde van de wedstrijd en de monsterneming die in verband staat met de wedstrijd;

29° bedrog : veranderingen aanbrengen met een ongeoorloofd doel of op een ongeoorloofde manier; een ongeoorloofde invloed uitoefenen; op een ongeoorloofde manier tussenkomen; obstructie voeren, misleiden of om het even welke andere frauduleuze handelingen stellen om resultaten te veranderen of om te verhinderen dat de normale procedures kunnen worden gevolgd;

30° schuld : elk plichtsverzuim of elk gebrek aan zorgvuldigheid die in een bepaalde situatie vereist is. Factoren die bij de beoordeling van de schuldgraad van een sporter of een andere persoon in aanmerking moeten worden genomen, zijn bijvoorbeeld de ervaring van de sporter of de andere persoon, of de sporter of de andere persoon minderjarig is, speciale overwegingen zoals een handicap, het risico dat de sporter had moeten zien en de zorgvuldigheid en voorzichtigheid die de sporter aan de dag heeft gelegd met betrekking tot wat het gepercipieerde risico had moeten zijn. Bij de beoordeling van de schuldgraad van een sporter of andere persoon moeten de in overweging genomen omstandigheden specifiek en relevant zijn voor de verklaring van het feit dat de sporter of andere persoon is afgeweken van het verwachte standaardgedrag. Zo zijn, bij voorbeeld, het feit dat een sporter de kans zou missen veel geld te verdienen gedurende de schorsingsperiode, of het feit dat de sporter nog maar een korte overblijvende loopbaan voor de boeg heeft, of het ogenblik binnen het sportkalender, geen relevante factoren die in overweging te nemen zijn om de schorsingsperiode te verminderen, volgens de artikelen 10.5.1 of 10.5.2 van de Code;

31° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

32° geregistreeerde doelgroep : de groep elitesporters van de hoogste prioriteit die door een internationale sportfederatie of door een NADO zijn aangewezen om onderworpen te worden aan gerichte dopingtests, zowel binnen als buiten competitie, en die verplicht zijn hun verblijfsgegevens mee te delen, zoals bepaald in artikel 5.6 van de Code en in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken. In de Franse Gemeenschap stemt de geregistreeerde doelgroep overeen met de elitesporters van categorie A;

33° doelgroep van de Franse Gemeenschap : groep elitesporters die door de NADO van de Franse Gemeenschap worden aangewezen wegens hun aansluiting bij een sportorganisatie die uitsluitend tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoort of wegens hun hoofdverblijfplaats op het grondgebied van het Franse taalgebied, in het geval van een aansluiting bij een nationaal gebleven sportfederatie, die onderworpen worden aan gerichte dopingtests, zowel binnen als buiten competitie, en die verplicht zijn hun verblijfsgegevens mee te delen, zoals bepaald in artikel 18;

34° buiten wedstrijdverband : niet binnen wedstrijdverband;

35° verboden lijst : de lijst met verboden stoffen en verboden methoden, zoals gevoegd bij de UNESCO-Conventie, en door het WADA bijgewerkt;

36° evenement : een reeks individuele wedstrijden die samen worden uitgevoerd onder een verantwoordelijke organisatie (voorbeeld : Olympische Spelen, Wereldkampioenschappen van internationale federaties; enz.);

37° internationaal evenement : een evenement of wedstrijd waarbij het Internationaal Olympisch Comité, het Internationaal Paralympisch Comité, een internationale federatie, een organisator van een groot evenement of een andere internationale sportorganisatie het bestuursorgaan is of de technische officials voor het evenement aanstelt;

38° nationaal evenement : een sportevenement of -wedstrijd, dat geen internationaal evenement is, waaraan sporters van internationaal niveau of sporters van nationaal niveau deelnemen;

39° marker : een verbinding, groep verbindingen of een of meer biologische variabelen die wijzen op het gebruik van een verboden stof of een verboden methode;

40° metabooliet : elke stof die ontstaat door een biologisch omzettingsproces;

41° verboden methode : elke methode die als zodanig wordt beschreven in de verboden lijst;

42° minderjarige : een natuurlijke persoon die de leeftijd van achttien jaar nog niet bereikt heeft;

43° organisator : elke natuurlijke of rechtspersoon die, afzonderlijk of samen met andere organisatoren, kosteloos of onder bezwarende titel, een sportwedstrijd of -evenement organiseert;

44° antidopingorganisatie : ondertekenaar die regels goedkeurt betreffende de oprichting, uitwerking of toepassing van elk luik van het dopingcontroleproces. Dit begrip omvat, bij voorbeeld, het Internationaal Olympisch Comité, het Internationaal Paralympisch Comité, andere organisaties die grote evenementen organiseren en die tests uitvoeren bij evenementen waarvoor ze verantwoordelijk zijn, het WADA, de internationale federaties en de nationale antidopingorganisaties;

45° nationale antidopingorganisatie, afgekort NADO : de voornaamste entiteit of entiteiten waaraan een land de bevoegdheid en verantwoordelijkheid heeft toegewezen om antidopingregels vast te stellen en uit te voeren, monsternames te coördineren, de resultaten ervan te beheren en hoorzittingen te houden op nationaal niveau;

46° Sportorganisatie : de sportfederaties, de sportfederaties voor vrijetijdbesteding en sportverenigingen, zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 8 december 2006 betreffende de organisatie en de subsidiëring van sport in de Franse Gemeenschap;

47° organisator van een groot evenement : de continentale associaties van nationale olympische comités en andere internationale organisaties voor verschillende sporten, die optreden als bestuursorgaan voor om het even welk continentaal, regionaal of ander internationaal evenement;

48° deelnemer : elke sporter of elk personeelslid dat de sporter begeleidt;

49° biologisch paspoort : het programma en de methodes om een overzicht te verzamelen van alle relevante gegevens die beschreven zijn in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en de Internationale Standaard voor Laboratoria;

50° persoon : natuurlijke persoon of organisatie of elke andere entiteit;

51° begeleider : elke coach, trainer, manager, agent, teammedewerker, teamverantwoordelijke, official, elk medisch of paramedisch personeelslid, elke ouder of elke andere persoon die een sporter die deelneemt aan of zich voorbereidt op een sportactiviteit, behandelt, assisteert of met hem samenwerkt;

52° bezit : het daadwerkelijke of fysieke bezit, dat alleen kan worden vastgesteld als de persoon exclusieve controle heeft, of de intentie heeft om controle uit te oefenen, over de verboden stof of verboden methode of de ruimte waar een verboden stof of verboden methode zich bevindt, met dien verstande dat als de persoon geen exclusieve controle heeft over de verboden stof of verboden methode of de ruimte waar een verboden stof of verboden methode zich bevindt, het daadwerkelijke bezit alleen kan worden vastgesteld als de persoon op de hoogte was van de aanwezigheid van de verboden stof of verboden methode en de intentie had er controle over uit te oefenen. Er is echter geen sprake van een dopingovertreding alleen op basis van bezit als de persoon, voor hij op de hoogte is gebracht van het feit dat hij een dopingovertreding heeft begaan, concrete actie heeft ondernomen waaruit blijkt dat de persoon nooit de intentie van het bezit heeft gehad en heeft afgezien van het bezit door dat uitdrukkelijk aan een antidopingorganisatie te verklaren. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling in deze definitie staat de aankoop, elektronisch of op een andere wijze, van een verboden stof of verboden methode gelijk met bezit door de persoon die de aankoop doet;

53° besmet product : een product dat een verboden stof bevat die niet vermeld staat op het etiket of in de informatie die via een redelijke zoekopdracht op het internet te vinden is;

54° programma van onafhankelijke waarnemers : team waarnemers onder de supervisie van het WADA, die het dopingcontroleproces naar aanleiding van sommige evenementen waarnemen, raadgevingen verstrekken en rekenschap geven van hun waarnemingen;

55° objectieve verantwoordelijkheid : regel die bepaalt dat de antidopingorganisatie, krachtens artikel 6, 1° en 2°, de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik door de sporter niet hoeft aan te tonen om de overtreding van de antidopingregels vast te stellen;

56° atypisch analysesresultaat : een rapport van een WADA-geaccrediteerd of door het WADA goedgekeurd controlelaboratorium, dat krachtens de Internationale Standaard voor Laboratoria of de technische aanhangsels verder onderzoek noodzaakt om uit te maken of er sprake is van een afwijkend analysesresultaat;

57° afwijkend analysesresultaat : een rapport van een WADA-geaccrediteerd of door het WADA goedgekeurd controlelaboratorium dat, in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Laboratoria en de technische aanhangsels, in een monster de aanwezigheid is gevonden van een verboden stof of van de metaboliëten of markers ervan, inclusief verhoogde hoeveelheden van endogene stoffen, of een bewijs van het gebruik van een verboden methode;

58° afwijkend paspoortresultaat : een rapport dat als een afwijkend paspoortresultaat wordt beschreven in de toepasselijke Internationale Standaarden;

59° atypisch paspoortresultaat : een rapport dat als een atypisch paspoortresultaat wordt beschreven in de toepasselijke Internationale Standaarden;

60° ondertekenaars : entiteiten die de Code hebben ondertekend en zich ertoe verbinden die na te leven, overeenkomstig artikel 23 van de Code;

61° evenementenlocaties : de locaties die als dusdanig zijn aangewezen door het bestuursorgaan van het evenement;

62° ploegsport : een sport waarbij de vervanging van spelers tijdens een wedstrijd toegestaan is;

63° individuele sport : elke sport die geen ploegsport is;

64° sporter : elke persoon die een sportactiviteit beoefent, ongeacht het niveau waarop hij die sportactiviteit beoefent, als amateur of als elitesporter;

65° amateursporter : elke sporter die geen elitesporter van nationaal of internationaal niveau is;

66° elitesporter : sporter die een sportactiviteit beoefent op internationaal niveau, zoals bepaald door zijn internationale federatie, of op nationaal niveau, zoals bepaald in 67°;

67° elitesporter van nationaal niveau : elke sporter van wie de internationale federatie de Code ondertekend heeft en deel uitmaakt van de olympische of paralympische beweging of erkend is door het Internationaal Olympisch Comité of Internationaal Paralympisch Comité of lid is van Sport Accord, die geen elitesporter van internationaal niveau is, en die aan een of meer van de volgende criteria voldoet :

a) hij neemt regelmatig deel aan internationale wedstrijden van hoog niveau;

b) hij beoefent zijn sportdiscipline als voornaamste bezoldigde activiteit, in de hoogste categorie of de hoogste nationale competitie van de betreffende discipline;

c) hij is geselecteerd voor of heeft in de voorbije twaalf maanden deelgenomen aan een of meer van de volgende evenementen in de hoogste competitie categorie van de desbetreffende discipline : Olympische Spelen, Paralympische Spelen, wereldkampioenschappen, Europese kampioenschappen;

d) hij neemt deel aan een ploegsport in een competitie waarbij de meerderheid van de ploegen die aan de competitie deelnemen, bestaat uit sporters als vermeld in punt a), b) of c);

68° Elitesporter van de categorie A : elitesporter van nationaal niveau, die een individuele discipline beoefent, gerangschikt volgens de bijlage in de categorie A,

69° Elitesporter van de categorie B : elitesporter die een individuele discipline van nationaal niveau beoefent, gerangschikt volgens de bijlage in de categorie B;

70° Elitesporter van de categorie C : elitesporter die een ploegsport beoefent in een discipline gerangschikt volgens de bijlage in de categorie C;

71° Elitesporter van de categorie D : elitesporter van nationaal niveau, die een sportdiscipline beoefent die niet als bijlage wordt opgenomen;

72° Elitesporter van internationaal niveau : elke sporter die een sportactiviteit beoefent op internationaal niveau, zoals gedefinieerd door zijn internationale federatie;

73° Internationale Standaard : standaard, aangenomen door het WADA ter ondersteuning van de Code. De overeenstemming met een internationale standaard, in tegenstelling tot andere standaarden, praktijken of procedures, volstaat om tot de conclusie te komen dat de procedures die in die Internationale Standaard bedoeld zijn, correct worden uitgevoerd. De internationale standaarden omvatten de technische documenten die overeenkomstig hun bepalingen worden bekendgemaakt;

74° verboden stof : elke stof of stofklasse die als zodanig wordt beschreven in de verboden lijst;

75° specifieke stof : in het kader van de toepassing van sancties ten aanzien van individuele personen, zijn alle verboden stoffen specifieke stoffen, met uitzondering van stoffen in de klassen van de anabolica en hormonen en de stimulerende middelen en hormoonantagonisten en modulators die als dusdanig zijn geïdentificeerd in de verboden lijst. De categorie van de specifieke stoffen omvat niet de categorie van de verboden stoffen;

76° schorsing : mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 16°, b);

77° voorlopige schorsing : mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 16°, c);

78° TAS : Tribunal Arbitral du Sport (Hof van Arbitrage voor Sport), ingesteld binnen de stichting naar Zwitsers recht "Conseil international de l'arbitrage en matière de sport" (internationaal scheidsrecht voor de arbitrage van sportzaken);

79° poging : opzettelijk handelingen stellen die een substantiële stap zijn in de richting van handelingen die uitmonden in het overtreden van een antidopingregel. Er is echter geen sprake van een dopingovertreding alleen op basis van een poging tot het plegen van een overtreding als de persoon afziet van de poging voor die is ontdekt door een derde die niet bij de poging betrokken is;

80° handel : het aan een derde verkopen, het verstrekken, vervoeren, versturen, leveren of verspreiden, of bezitten voor een van die doeleinden, van een verboden stof of verboden methode, hetzij fysiek, hetzij elektronisch of op een andere wijze, door een sporter, begeleider of andere persoon die onder het gezag van een antidopingorganisatie valt, met uitzondering van de handelingen van bonafide medisch personeel met betrekking tot een verboden stof die wordt gebruikt voor reële en legitieme therapeutische doeleinden of om een andere aanvaardbare reden, en handelingen met betrekking tot verboden stoffen die niet verboden zijn tijdens dopingtests buiten wedstrijdverband, tenzij de omstandigheden in hun geheel erop wijzen dat dergelijke verboden stoffen niet bedoeld zijn voor reële en legitieme therapeutische doeleinden of dat ze bedoeld zijn om de sportprestaties te verbeteren;

81° gebruik : het op om het even welke wijze gebruiken, aanbrengen, innemen, injecteren of consumeren van een verboden stof of verboden methode."

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"De Directie Dopingbestrijding van het Ministerie van de Franse Gemeenschap is de NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code, overeenkomstig artikel 23.1.1. van de Code."

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. Onverminderd artikel 8, wordt onder doping verstaan :

1° de aanwezigheid van een verboden stof of van een metabool of marker daarvan in een monster dat afkomstig is van het lichaam van de sporter;

Het komt elke sporter toe zich ervan te vergewissen dat geen verboden stof in zijn lichaam wordt opgenomen.

Sporters zijn verantwoordelijk voor elke verboden stof of de metaboolen of markers daarvan waarvan de aanwezigheid in hun monsters wordt ontdekt.

Het bewijs van de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik vanwege de sporter hoeft bijgevolg niet te worden geleverd om de overtreding van de antidopingregels op grond van 1° vast te stellen.

De schending van een antidopingregel op grond van 1° wordt vastgesteld in elk van de volgende gevallen :

- de aanwezigheid van een verboden stof of van de metaboliëten of markers ervan in het A-monster van de sporter, wanneer deze geen analyse vraagt van het B-monster en het B-monster niet wordt geanalyseerd;
- of wanneer het B-monster wordt geanalyseerd, de bevestiging, door de analyse van het B-monster, van de aanwezigheid van de verboden stof of van de metaboliëten of de markers ervan die in het A-monster van de sporter worden ontdekt;
- of wanneer het B-monster van de sporter over twee flessen wordt verdeeld en de analyse van de tweede fles de aanwezigheid van de verboden stof of metaboliëten of markers ervan in de eerste fles bevestigt;

Met uitzondering van de stoffen waarvoor in de verboden lijst specifiek een kwantitatieve limiet is opgegeven, vormt de aanwezigheid van om het even welke hoeveelheid van een verboden stof of metaboliëten of marker ervan in een monster van een sporter een overtreding van de dopingregels.

Als uitzondering op de algemene regel bedoeld in 1°, kunnen de verboden lijst of de Internationale Standaarden bijzondere criteria vaststellen voor de beoordeling van verboden stoffen die ook door het lichaam kunnen worden aangemaakt;

2° het gebruik of de poging tot gebruik door een sporter van een verboden stof of een verboden methode.

De sporter moet ervoor zorgen dat geen verboden stof in zijn lichaam terecht komt en dat geen verboden methode wordt gebruikt.

Het bewijs van de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik vanwege de sporter hoeft bijgevolg niet te worden geleverd om de overtreding van de antidopingregels wegens het gebruik van een verboden stof of een verboden methode vast te stellen.

Het succes of het falen van het gebruik of de poging tot gebruik van een verboden stof of een verboden methode is niet bepalend.

Het gebruik of de poging tot gebruik van een verboden stof of een verboden methode volstaat om de overtreding van de antidopingregels vast te stellen;

3° het ontwijken van een monsterneming, of het weigeren of zich niet aanbieden voor een monsterneming.

De overtreding van een in 3° bedoelde antidopingregel is het ontwijken van een monsterneming of, zonder geldige redenen, na de kennisgeving overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de besluiten ter uitvoering ervan, het weigeren van een monsterneming of het zich niet aanbieden voor een monsterneming;

4° elke combinatie, voor een elitesporter van categorie A, binnen een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de datum van het eerste verzuim, van drie gemiste dopingtests en/of aangifteverzuimen betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens, zoals bepaald in artikel 18;

5° het plegen van bedrog, of de poging daartoe, bij om het even welk onderdeel van de dopingcontrole.

De overtreding van de in 5° bedoelde antidopingregel is elke handeling die nadelig is voor het dopingcontroleproces maar die niet valt onder de definitie van de verboden methode.

Bedrog heeft inzonderheid betrekking op het intentioneel hinderen of de poging tot hinderen van een controleambtenaar, het verschaffen van bedrieglijke informatie aan een antidopingorganisatie of het intimideren of de poging tot intimidatie van een potentiële getuige;

6° het bezit van een verboden stof of een verboden methode.

De overtreding van de in 6° bedoelde antidopingregel kan worden gevormd door het bezit door een sporter, binnen wedstrijdverband, van een verboden stof of verboden methode, of het bezit door een sporter, buiten wedstrijdverband, van een buiten wedstrijdverband verboden stof of verboden methode, tenzij de sporter aantoonde dat het bezit strookte met een geldige TTN, toegekend bij toepassing van artikel 8, of een andere aanvaardbare rechtvaardiging;

De overtreding van de in 6° bedoelde antidopingregel kan ook worden gevormd door het bezit door een begeleider, binnen wedstrijdverband, van een verboden stof of verboden methode, of het bezit door een begeleider, buiten wedstrijdverband, van een buiten wedstrijdverband verboden stof of verboden methode, in verband met een sporter, een wedstrijd of een training, tenzij de betrokken persoon aantoonde dat het bezit strookte met een geldige TTN, toegekend aan de sporter bij toepassing van artikel 8, of een andere aanvaardbare rechtvaardiging;

7° de handel of de poging tot handel in een verboden stof of verboden methode;

8° de toediening of de poging tot toediening aan een sporter binnen wedstrijdverband van een verboden methode of verboden stof, of de toediening of de poging tot toediening aan een sporter buiten wedstrijdverband van een verboden methode of een verboden stof die verboden is buiten wedstrijdverband;

9° het meewerken, aanmoedigen, helpen, aanzetten tot, samenzweren, verbergen of om het even welke andere vorm van opzettelijke medeplichtigheid in het kader van de overtreding van antidopingregels of poging tot overtreding van antidopingregels of de overtreding van artikel 10.12.1 van de Code, betreffende het verbod tot deelneming gedurende een schorsingsperiode, door een andere persoon;

10° de professionele of sportgerelateerde samenwerking van een sporter of een andere persoon met een andere persoon die onder het gezag staat van een antidopingorganisatie en een begeleider die :

a) ofwel een schorsing uitzit;

b) ofwel werd veroordeeld of schuldig werd bevonden in een burgerlijke, strafrechtelijke of tuchtprocedure, een handeling te hebben verricht die de antidopingregels zou hebben overtreden, indien regels die in overeenstemming zijn met de Code op die persoon toepasselijk zouden zijn geweest. De diskwalificerende status zal van kracht zijn gedurende een periode van zes jaar, een periode van zes jaar vanaf de strafrechtelijke, burgerrechtelijke of tuchtrechtelijke uitspraak of voor de periode van de opgelegde strafrechtelijke, burgerrechtelijke of tuchtrechtelijke sanctie, als deze laatste langer is dan zes jaar;

c) ofwel optreedt als eerste aanspreekpunt of tussenpersoon voor een persoon zoals beschreven in a) of b).

Voor de vaststelling van de overtreding van de in 10° bedoelde antidopingregels, is het noodzakelijk dat de sporter of de andere persoon vooraf schriftelijk door een bevoegde NADO, of door het WADA, op de hoogte is gebracht van de diskwalificerende status van de begeleider en de mogelijke gevolgen van de verboden samenwerking voor de sporter of de andere persoon.

In het in 10° bedoelde geval zal de NADO van de Franse Gemeenschap de begeleider van de betrokken sporter meedelen dat van zijn geval kennis is gegeven aan de sporter of aan de andere persoon, in het kader van een potentieel verboden samenwerking.

De begeleider van de betrokken sporter beschikt over 14 dagen, vanaf de mededeling vermeld in het voorafgaande lid, om door alle rechtsmiddelen te bepalen dat geen van de criteria vermeld in *a)* tot *c)* van 10° op hem van toepassing is.

In het geval bedoeld in 10° is het aan de sporter of de andere persoon om aan te tonen dat de samenwerking met de begeleider, vermeld in *a)* tot *c)* niet professioneel of sportgerelateerd is.

Na de kennisgeving bedoeld in het derde lid van 10°, en voor zover de begeleider van de sporter niet heeft kunnen aantonen dat geen van de in *a)* tot *c)* van 10° vermelde criteria op hem van toepassing is, brengt de NADO van de Franse Gemeenschap het Wada ervan op de hoogte dat die begeleider van de sporter aan één van de in *a)* tot *c)* vermelde criteria beantwoordt.

De Regering stelt de nadere regels voor de in 10° bedoelde kennisgevingsprocedure vast.”.

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 6/1. § 1. De bewijslast komt aan de bevoegde antidopingorganisatie toe, welke de in artikel 6 bedoelde overtredingen van de antidopingregels moet aantonen.

De bewijsstandaard waartoe de antidopingorganisatie verplicht is, bestaat erin de overtreding van de antidopingregels aan te tonen om voldoening te geven aan de hoorzittingsinstantie, die, met inachtneming van artikel 19, de ernst van de bewering zal beoordelen.

De bewijsstandaard is, in ieder geval, meer dan een afweging van waarschijnlijkheid, maar minder dan een bewijs boven redelijke twijfel.

Wanneer dit decreet de sporter of elke andere persoon waarover het vermoeden bestaat dat hij antidopingregels heeft overtreden, belast met het omkeren van het vermoeden of met het vaststellen van specifieke feiten en omstandigheden, is de bewijsstandaard een afweging van waarschijnlijkheid.

§ 2. Feiten met betrekking tot een dopingpraktijk kunnen met alle middelen van recht worden vastgesteld, inclusief bekentenissen.

De volgende regels voor de vaststelling van de feiten en inzake vermoeden zijn van toepassing :

a) analytische methoden of beslissingslimieten die door het WADA zijn goedgekeurd na overleg met de desbetreffende wetenschappelijke gemeenschap en die zijn onderworpen aan collegiale toetsing, worden verondersteld wetenschappelijk geldig te zijn. Elke sporter of begeleider die de veronderstelling van wetenschappelijke validiteit wil weerleggen, moet als opschortende voorwaarde eerst het WADA op de hoogte brengen van de betwisting en de grondslag ervan. Het TAS kan op eigen initiatief ook het WADA op de hoogte brengen van een dergelijke betwisting. Op verzoek van het WADA zal de TAS-commissie een geschikte wetenschappelijke expert aanstellen om haar te helpen bij de beoordeling van de betwisting. Binnen tien dagen nadat het WADA die kennisgeving en het TAS-dossier heeft ontvangen, heeft het WADA het recht om als partij te interveniëren, als *amicus curiae* op te treden of op een andere wijze bewijzen te leveren in een dergelijke procedure;

b) de door het WADA geaccrediteerde of goedgekeurde laboratoria worden vermoed de analyses van monsters en de bewaarprocedures te hebben uitgevoerd in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Laboratoria. De sporter of een andere persoon kan dat vermoeden weerleggen door aan te tonen dat een afwijking van de Internationale Standaard voor Laboratoria heeft plaatsgevonden die redelijkerwijs het afwijkende analyseresultaat kan hebben veroorzaakt. In het in het vorige lid bedoelde geval, als de sporter of de andere persoon het vermoeden weerlegt, moet de ADO aantonen dat die afwijking het afwijkende analyseresultaat niet heeft veroorzaakt;

c) de afwijkingen van elke andere internationale standaard of van elke andere regel of elk antidopingbeginsel die in de Code of in de regels van een antidopingorganisatie vermeld zijn, maken die bewijzen of resultaten niet ongeldig, indien deze afwijkingen niet de oorzaak zijn van het afwijkende analyseresultaat of van de andere overtreding van de antidopingregels. Als de sporter of elke andere persoon aantoonbaar dat een afwijking van elke andere internationale standaard of elke andere antidopingregel of elk ander dopingbeginsel redelijkerwijs geleid heeft tot het overtreden van antidopingregels op grond van een vastgesteld afwijkend analyseresultaat of van een andere overtreding van de antidopingregels, moet de antidopingorganisatie aantonen dat die afwijking het afwijkend analyseresultaat niet heeft veroorzaakt of niet de feitelijke basis is voor de overtreding van de antidopingregels;

d) feiten die worden aangetoond op grond van een beslissing van een rechtbank of een bevoegd professioneel disciplinair orgaan waartegen geen beroepsprocedure loopt, vormen een onweerlegbaar bewijs van de feiten tegen de sporter of de andere persoon waarop de beslissing betrekking heeft, tenzij de sporter of de andere persoon aantoonbaar dat de beslissing de principes van eerlijke rechtsbedeling schendt;

e) de rechtbank die optreedt in een hoorzitting over de overtreding van antidopingregels, mag een negatieve gevolgtrekking maken ten aanzien van een sporter of andere persoon die wordt beschuldigd van de overtreding van antidopingregels op basis van zijn weigering, nadat hij daarvoor redelijke tijd op voorhand is opgeroepen, om te verschijnen tijdens de zitting, en de vragen van de rechtbank of de ADO die de overtreding van de antidopingregels ten laste legt, te beantwoorden.”.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 6/2. Met het oog op het opzoeken en verzamelen van inlichtingen en, in voorkomend geval, het verzamelen van bewijs, waardoor dopinggevallen kunnen worden aangetoond, zoals bedoeld in artikel 6, beschikt de NADO van de Franse Gemeenschap over een onderzoeksbevoegdheid, overeenkomstig de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken.

In het kader van de in het vorige lid bedoelde onderzoeksbevoegdheid, kan de NADO van de Franse Gemeenschap :

a) inlichtingen over doping die van alle beschikbare bronnen afkomstig zijn, verkrijgen, onderzoeken en behandelen, om de invoering van een doeltreffend, verstandig en evenwichtig plan voor de verdeling van de controles te ondersteunen, gerichte tests plannen en/of als basis dienen voor een onderzoek dat betrekking heeft op één of meer eventuele overtreding(en) van antidopingregels, zoals bedoeld in artikel 6;

b) de atypische resultaten en de afwijkende paspoortresultaten onderzoeken, om inlichtingen of bewijzen in te zamelen, met inbegrip van, inzonderheid, analytische bewijzen, om te bepalen of één of meer eventuele overtreding(en) van de antidopingregels, bedoeld in artikel 6, 1° en/of 2° werd/werden begaan;

c) elke andere inlichting of elk ander analytisch of niet analytisch gegeven onderzoeken die/dat één of meer eventuele overtreding(en) van de in artikel 6, 3° tot 10° bedoelde antidopingregels vermeldt, om het bestaan van een overtreding uit te sluiten of om bewijsmateriaal te verzamelen met het oog op het openen van een procedure voor de overtreding van de antidopingregels;

d) een automatisch onderzoek voeren over de begeleider van de sporter in geval van overtreding van de antidopingregels door een minderjarige, en een automatisch onderzoek voeren over elke begeleider van de sporter die zijn steun heeft verleend aan meer dan één sporter die schuldig werd bevonden aan overtreding van de antidopingregels.

De Regering kan eventuele bijkomende regels nader bepalen voor de toepassing van dit artikel.

Onverminderd het voorafgaande lid, met het oog op de toepassing van dit artikel, inzonderheid om schaaieconomieën tot stand te brengen, kan de Regering akkoorden sluiten met andere antidopingorganisaties, inzonderheid met de 3 andere Belgische overheidsinstellingen, bevoegd voor dopingbestrijding.”.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Onverminderd de door artikel 2 van bijlage 2 van de UNESCO-Conventie bepaalde regels, verleent de CAUT (TTN-Commissie, Commissie voor het verlenen van de toestemming wegens therapeutische noodzaak) de toestemming wegens therapeutische noodzaak :

a) aan de elitesporters van nationaal niveau, bedoeld in artikel 1, 67°, van het decreet, die behoren tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap, ongeacht hun categorie;

b) aan de topsporters bedoeld in artikel 12 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

c) amateursporters.”

2° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De in § 3, eerste lid, c) bedoelde amateursporters kunnen bij de TTN-Commissie een TTN met terugwerkende kracht aanvragen en bekomen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de in het vorige lid bedoelde procedure.”

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“In het kader van de toepassing van artikel 9, 1°, onverminderd de specifieke bepalingen die daartoe tussen de Belgische NADO's overeengekomen zijn, indien een elitesporter tegelijk in de doelgroep van de Franse Gemeenschap en in de doelgroep van een andere antidopingorganisatie wordt opgenomen, zullen deze onder elkaar bepalen dat enkel één onder die de verblijfsgegevens van de betrokken elitesporter zal beheren, en opdat de andere toegang tot die gegevens zou kunnen hebben. Als ze het niet eens zijn, worden de beginselen van de Code en van de Internationale Standaard voor controles en enquêtes toegepast.

In het kader van de toepassing van artikel 9, 1° en 2°, onverminderd de specifieke bepalingen die daartoe tussen de Belgische NADO's overeengekomen zijn, indien de NADO van de Franse Gemeenschap controles op één of meer sporters wenst uit te voeren bij een sportevenement waarvoor ze in principe niet bevoegd is, moet ze vooraf de toelating vragen aan de organisatie onder de bescherming waarvan dat evenement wordt georganiseerd, overeenkomstig artikel 5.3.2. van de Code.

De Regering kan de eventuele nadere regels voor de in het vorige lid bedoelde procedure bepalen.

Art. 8. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

“Een dopingcontrole kan als volgt hebben, met het oog op de vaststelling van de in artikel 6, 1° en 2° bedoelde dopinggevallen, ofwel het directe ontdekken van een verboden stof of verboden methode in het lichaam van de sporter, ofwel het indirecte ontdekken van een verboden stof omwille van zijn gevolgen op het lichaam, door het opstellen van het biologisch paspoort van de sporter, onder de in artikel 12/1 bedoelde voorwaarden.”;

2° in paragraaf 1, derde lid, 1° en 2°, worden de woorden “erkend laboratorium” vervangen door de woorden “door het WADA geaccrediteerd of anderszins goedgekeurd laboratorium”.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 12/1. Het in artikel 12, § 1, eerste lid bedoelde biologisch paspoort kan door de NADO van de Franse Gemeenschap uitsluitend worden opgesteld voor de elitesporters die een sportdiscipline beoefenen waarvoor de bevoegde internationale sportfederatie het biologisch paspoort toepast.

Voor de elitesporters voor wie de NADO van de Franse Gemeenschap een biologisch paspoort opstelt, sluit deze, voor elke sportdiscipline, met de bevoegde internationale sportfederatie, een overeenkomst waarin de betrokken elitesporters worden geïdentificeerd en waarin andere potentiële nadere regels voor de samenwerking overeengekomen zijn.

Onverminderd het in artikel 12, § 1, eerste lid, bedoelde hoofddoel, kan het biologisch paspoort worden gebruikt om gerichte tests op de betrokken elitesporters te laten uitvoeren.

De Regering bepaalt, in overeenstemming met de code en de bepalingen van de Internationale Standaard voor controles en enquêtes, de procedureregels voor het opstellen, het beheren en het opvolgen van het biologisch paspoort.

Onverminderd het voorafgaande lid, kan de Regering een eenheid voor het beheer van het paspoort van de atleet aanstellen, ermee belast de NADO van de Franse Gemeenschap bij te staan voor het opstellen, het beheren en het opvolgen van het biologisch paspoort.

Als het voorafgaande lid wordt toegepast, worden de gegevens betreffende de gezondheid van de sporters, binnen de eenheid voor het beheren van het paspoort van de atleet, verwerkt onder de verantwoordelijkheid van een gezondheidsprofessional.

De gegevens betreffende het biologisch paspoort van de atleet worden hoogstens 8 jaar, te rekenen vanaf het ontvangen van de analyseresultaten, bewaard.

Art. 10. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “erkend laboratorium” vervangen door de woorden “door het WADA geaccrediteerd of anders goedgekeurd laboratorium”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “erkend laboratorium” vervangen door de woorden “door het WADA geaccrediteerd of anders goedgekeurd laboratorium”;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “erkend laboratorium” vervangen door de woorden “door het WADA geaccrediteerd of anders goedgekeurd laboratorium”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

“§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke een laboratorium door de Franse Gemeenschap kan worden erkend of de erkenning ervan kan worden ingetrokken. Om te worden erkend, moet het laboratorium door het WADA worden geaccrediteerd of anders goedgekeurd.”.

Art. 11. In artikel 16, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “erkend laboratorium” vervangen door de woorden “door het WADA geaccrediteerd of anders goedgekeurd laboratorium”.

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3, tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De elitesporters van categorie C kunnen een ploegverantwoordelijke aanwijzen om, in hun naam, hun verblijfsgegevens alsook de bijgewerkte lijst van de leden van de ploeg mee te delen.”;

2° in paragraaf 3 wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Niettegenstaande de toepassing van het in het vorige lid bedoelde geval, ressorteren de juistheid en de bijwerking van de meegeede informatie in fine onder de verantwoordelijkheid van de sporter.”;

3° paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

“§ 4. De elitesporters van categorie B die hun plichten inzake verblijfsgegevens niet naleven en/of die afwezig zijn op een controle, kunnen, ongeacht de antidopingorganisatie die dat verzuim vaststelt, na schriftelijke mededeling en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ertoe gehouden worden de plichten inzake verblijfsgegevens van de elitesporters van categorie A tijdens 6 maanden na te leven. Ingeval van een nieuw verzuim tijdens deze termijn, wordt de termijn met 18 maanden verlengd, vanaf de datum van de laatste vaststelling van het verzuim.

De elitesporters van categorie C die hun plichten inzake verblijfsgegevens niet naleven en/of die afwezig zijn op een controle, kunnen, ongeacht de antidopingorganisatie die dat verzuim vaststelt, na schriftelijke mededeling en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ertoe gehouden worden de plichten inzake verblijfsgegevens van de elitesporters van categorie A, of B, volgens de door de Regering nader te bepalen gevallen, tijdens 6 maanden na te leven. Ingeval van een nieuw verzuim tijdens deze termijn, wordt de termijn met 18 maanden verlengd, vanaf de datum van de laatste vaststelling van het verzuim.

De elitesporters van de categorie B, C of D voor wie een tuchtschorsing wordt uitgesproken voor doping of waarvan de prestaties een plotselinge en belangrijke verbetering vertonen, of die ernstige tekens van doping vertonen, zijn, met inachtneming van de criteria die opgenomen zijn in artikel 4.5.3 van de internationale standaard voor controles en enquêtes, en volgens door de Regering nader te bepalen regels, ertoe gehouden de plichten inzake verblijfsgegevens van elitesporters van categorie A na te leven.

De Regering kan de lijsten van de sportdisciplines wijzigen die aan de categorieën A, B, C en D beantwoorden.”;

4° in paragraaf 7, wordt het tweede lid vervangen door beide volgende leden :

“Indien een elitesporter de naleving van de plichten bedoeld in dit artikel of elk verzuim dat hem zou worden verweten, betwist, bij toepassing van dit artikel, kan hij een opschortend beroep bij de Regering instellen, om de administratieve herziening van de door hem betwiste beslissing aan te vragen.

Het in het voorafgaande lid bedoelde beroep wordt ingediend binnen de veertien dagen na de kennisgeving van de betwiste administratieve beslissing.”;

5° paragraaf 7 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De Regering stelt de nadere regels vast van de procedure voor het in het tweede lid bedoelde beroep.”.

Art. 13. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 19. § 1. De sportorganisaties zijn bevoegd om tuchtprocedures betreffende de overtreding van antidopingregels te organiseren, alsook om, in voorkomend geval, tuchtsancties op te leggen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan, alle bepalingen van de Code betreffende de tuchtprocedure en de gevolgen van de overtreding van antidopingregels, en het antidopingreglement van de overeenstemmende internationale sportfederatie.

Het reglement voor de tuchtprocedure van de erkende en niet erkende sportorganisaties moet inzonderheid :

a) voldoen aan alle bepalingen van de Code betreffende de tuchtprocedure en de gevolgen van de overtreding van antidopingregels, inzonderheid de sancties tegen individuen, zoals bepaald in artikel 10 van de Code;

b) de eerbiediging van de verdedigingsrechten en de naleving van de principes van onpartijdigheid en onafhankelijkheid van de tuchtrechters waarborgen;

c) bepalen dat de principes betreffende de voorlopige schorsing, zoals bepaald in artikel 7.9 van de Code van toepassing zijn;

d) bepalen dat, ten minste, tegen elke tuchtuitspraak beroep kan worden aangetekend, overeenkomstig de regels en de principes die in artikel 13 van de Code bepaald zijn;

e) uitdrukkelijk bepalen dat de partijen die het recht hebben in beroep te gaan, minstens de volgende partijen erbij kunnen betrekken :

- de Sporter of andere Persoon voor wie de uitspraak waartegen beroep wordt aangetekend geldt;
- de andere partij in de zaak waarin de uitspraak is gedaan;
- de relevante Internationale Federatie;
- de NADO van de Gemeenschap of van het land waarin de persoon verblijft of staatsburger of titularis van een licentie is;
- het Internationaal Olympisch Comité of het Internationaal Paralympisch Comité, naargelang van het geval;
- het WADA, rekening houdend met de specifieke termijnen bedoeld in artikel 13.2.3 van de Code binnen welke het WADA het recht heeft in beroep te gaan;

f) bepalen dat, in de gevallen voortvloeiend uit de deelneming aan een internationaal evenement of in de gevallen waar sporters van internationaal niveau betrokken zijn, tegen de beslissing alleen beroep kan worden aangetekend bij het TAS door de partijen die in punt e) hierboven vermeld zijn;

g) uitdrukkelijk bepalen dat de volgende partijen, in de gevallen waar sporters van nationaal niveau betrokken zijn, het recht hebben voor het TAS beroep aan te tekenen tegen de tuchtbeslissingen die door de nationale beroepsinstantie worden uitgesproken :

- WADA;
- IOC;
- IPC;
- de bevoegde internationale federatie;

h) een hoorzitting binnen een redelijke termijn bepalen;

i) het recht te worden gehoord en het recht door een juridische raadsman, op eigen kosten, te worden vertegenwoordigd, bepalen;

j) het recht op een met redenen omklede beslissing, binnen een redelijke termijn opgesteld, bepalen;

k) de principes die worden vastgesteld door artikel 7.2.d van de Anti-Doping Conventie, te Straatsburg op 16 november 1989 ondertekend, naleven;

l) uitdrukkelijk bepalen, overeenkomstig artikel 17 van de Code, dat geen procedure wegens overtreding van de antidopingregels kan worden ingesteld tegen een sporter of een andere persoon, zonder dat van de aangevoerde overtreding kennis wordt gegeven aan de sporter, uiterlijk binnen 10 jaar te rekenen vanaf de aangevoerde overtreding.

§ 2. De Regering kan een model van tuchtreglement inzake dopingbestrijding goedkeuren, voor de erkende of niet erkende sportorganisaties.

§ 3. De sportorganisaties delen, via beveiligde mededelingmiddelen, de goedgekeurde beslissingen en de identiteit van de personen tegen wie een sanctie wordt uitgesproken, mee aan de NADO van de Franse Gemeenschap en aan de overeenstemmende internationale federatie.

De NADO van de Franse Gemeenschap maakt vervolgens, via beveiligde mededelingsmiddelen, de goedgekeurde beslissingen en de identiteit van de personen tegen wie een sanctie wordt uitgesproken, bekend aan de andere Belgische NADO's en aan de andere sportorganisaties die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Onverminderd het eerste lid en het tweede lid, kan de Regering eventuele specifieke procedureregels nader bepalen voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 4. De erkende en niet erkende sportorganisaties kunnen de in dit artikel bepaalde tuchtprocedures gezamenlijk organiseren, om de middelen samen te brengen en om, inzonderheid, in voorkomend geval, een gemeenschappelijk procedurereglement goed te keuren."

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 19/1. Onverminderd artikel 19 en andere potentiële sancties tegen personen zoals bedoeld bij artikel 10 van de Code en bij dit decreet, mag, overeenkomstig artikel 10.12.1. van de Code, geen geschorste sporter of geen geschorste andere persoon gedurende de schorsingsperiode in geen enkele hoedanigheid deelnemen aan een wedstrijd of sportactiviteit die wordt toegelaten door een ondertekenaar, een lid van de ondertekenaar of een club of een andere organisatie die lid is van een ondertekenaar, behalve aan toegelaten opvoedings- of rehabilitatieprogramma's inzake doping, noch aan wedstrijden die worden toegelaten of georganiseerd door een professionele liga of een organisatie die verantwoordelijk is voor internationale of nationale evenementen, noch aan een elitesportactiviteit of aan een sportactiviteit van nationaal niveau die door de Regering of een andere gouvernementele organisatie wordt gefinancierd.

De sporter of de andere persoon op wie de schorsing wordt toegepast, overeenkomstig het voorafgaande lid, blijft potentieel aan controles onderworpen."

Art. 15. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De Regering straft met een administratieve geldboete van 250 € de elitesporter van categorie A die zich, binnen een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de vaststelling van het eerste verzuim, schuldig maakt aan een tweede gemiste test en/of tekortkoming aan zijn verplichtingen inzake mededeling van verblijfsgegevens, zoals bepaald in artikel 18.

Wanneer een sporter trouwens schuldig bevonden is aan doping ten gevolge van een tuchtbeslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, schorst de Regering de financiële en/of materiële overheidssteun die hem wordt toegekend, te rekenen vanaf de mededeling van deze beslissing en tot, minstens, het einde van de eventueel uitgesproken schorsing.”;

2° in paragraaf 4, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering bepaalt de nadere regels voor de inning van de administratieve geldboeten die bij toepassing van dit decreet worden opgelegd”.

Art. 16. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “hij die de bepalingen van artikel 6, 7° tot 9° overtreedt” vervangen door de woorden “hij die de bepalingen van artikel 6, 6°, tweede lid tot 10° overtreedt”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 82-1. — Verslag, nr. 82-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 maart 2015.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202094]

23 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la prolongation du programme communal de développement rural de la commune de Sainte-Ode

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 10 septembre 2009 portant sur l'approbation du programme communal de développement rural de Sainte-Ode pour une période prenant fin le 10 septembre 2014;

Vu la délibération du conseil communal de Sainte-Ode du 31 octobre 2014 adoptant l'avant-projet de l'actualisation du programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 29 janvier 2015;

Considérant que la commune de Sainte-Ode ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Arrête :

Article 1^{er}. La validité du programme communal de développement rural de la commune de Sainte-Ode est prolongée pour une période de cinq ans prenant fin le 10 septembre 2019.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.